

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

***Le Maire de la Ville de Digne les Bains au nom de l'Etat,***

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2,

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R143.1 à 143.47,

**VU** l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

**VU** le décret n°95.260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-131-002 du 11 mai 2023 relatif à la composition et aux attributions de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

**CONSIDERANT l'AVIS FAVORABLE** du procès-verbal n° 10-24 de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH réf. GGR/SPR/LJLL/2024-885 séance du 31 octobre 2024, rapport n° 2 du 4 novembre 2024, document ci-annexé,

**ARRETONS :**

**Article 1 :** Dans le cadre des Journées des Droits de l'Enfant qui auront lieu du 19 au 21 novembre 2024, la MAIF est **autorisée** à réaliser le Numérique Éthique Tour comme mentionné sur le procès-verbal n° 10-24 de la sous-commission départementale pour la sécurité réf. GGR/SPR/LJLL/2024-885 séance du 31 octobre 2024, rapport n° 2 du 4 novembre 2024.

La Sous-Commission Départementale pour la Sécurité propose un avis favorable à la demande de dérogation sur le classement M1 des toiles, dont le procès-verbal répond aux Euroclasses B-s1, dO des produits de construction.

Toutefois les mesures compensatoires suivantes proposées doivent être appliquées :

1. Mise en place d'un agent de sécurité supplémentaire portant le service de sécurité à deux agents SSIAP 1 exclusifs et un agent formé non exclusif.
2. Mise en place de six extincteurs supplémentaires à eau pulvérisée de 6 litres (un pour deux structures).

*Service prévention et Sécurité*

**N° 24-1130**

**Objet : Arrêté d'autorisation de dérogation à la sécurité**

**Aménagements intérieurs  
Journées des Droits de l'Enfant  
au Palais des Congrès**

**Types L et Y – 3<sup>ème</sup> catégorie**

**Article 2 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation, et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**Article 3 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire et qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 4 :** Les changements de direction de l'établissement seront signalés à la commission communale de sécurité.

**Article 5 :** Le présent arrêté ne se substitue pas aux autorisations d'urbanisme régies par le droit des sols.

**Article 6 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication/affichage ou de notification par :

- recours gracieux auprès de Madame le Maire de la commune de Digne-les-Bains ;
- recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca 13235 MARSEILLE Cédex 2.

En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 Rue Jean François Leca 13235 MARSEILLE Cédex 2.

Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 :** Monsieur le directeur général des services, les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, transmis à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, notifié au pétitionnaire et adressé en copie à la direction départementale de la police nationale, à la direction départementale des territoires et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Fait à Digne-les-Bains, le 15 NOV 2024

Pour Le Maire de Digne-les-Bains au nom de l'Etat,  
Maire-Adjoint délégué aux grands projets, bâtiments, voirie,  
gestion des risques, prévention et sécurité civile



Michel BLANC